

Les émissions de gaz à effet de serre restent beaucoup trop élevées et entraînent la planète vers un réchauffement de + 3,1 °C

Matthieu Goar

Les émissions liées aux activités humaines ont encore progressé de 1,3 % entre 2022 et 2023, malgré les engagements des Etats, alerte le Programme des Nations Unies pour l'environnement, deux semaines avant la COP29 en Azerbaïdjan.

Une prise de conscience mais des actes toujours bien trop timides pour limiter un réchauffement climatique aux conséquences dramatiques. Jeudi 24 octobre, à deux semaines de la 29e Conférence des parties (COP29) à Bakou, en Azerbaïdjan, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) publie son quinzième « Emissions Gap Report ». « Il existe un lien direct entre l'augmentation des émissions et les catastrophes climatiques de plus en plus fréquentes et intenses. Partout dans le monde, les populations paient un lourd tribut », a alerté Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, en parallèle de la parution de cette étude.

Selon ce document, le dégagement des gaz à effet de serre (GES) est toujours bien trop important pour limiter la hausse des températures mondiales en dessous des seuils fixés par l'accord de Paris en 2015, soit « nettement en dessous de + 2 °C » et si possible à + 1,5 °C. Dans la ligne de la littérature scientifique, le PNUE prévoit plutôt un réchauffement de + 3,1 °C à la fin du siècle si les contributions déterminées au niveau national (CDN, les engagements climatiques définis par les Etats eux-mêmes) ne sont pas renforcées drastiquement. Signe que la situation ne cesse d'empirer, l'ONU tablait en 2023 sur une hausse de 2,5 °C à 2,9 °C en 2100. « L'ambition ne signifie rien sans action », alertent les auteurs des Nations unies.

Du côté de l'ambition, la majorité des Etats semble lucide sur l'importance de l'enjeu : 101 parties, représentant 107 pays et couvrant environ 82 % des émissions mondiales de GES, ont déjà pris des engagements de zéro émission nette à plus ou moins long terme (2050 pour l'Union européenne (UE), 2060 pour la Chine...). Mais la mise en œuvre de l'action est beaucoup trop lente.

Le rapport estime ainsi que les émissions liées aux activités humaines ont progressé de 1,3 % entre 2022 et 2023, soit un rythme supérieur à la moyenne de la décennie 2010-2019 (+ 0,8 %). En 2023, l'ensemble des pays a ainsi dégagé 57,1 gigatonnes d'équivalent CO₂. Le secteur de l'énergie est resté le plus grand contributeur mondial avec 15,1 gigatonnes suivi par celui des transports (8,4 gigatonnes), de l'agriculture (6,5 gigatonnes) et de l'industrie (6,5 gigatonnes). Responsable de 2 % du total des émissions, l'aviation a affiché la plus forte croissance, soit 19,5 % en 2023 par rapport au niveau de 2022 (contre une croissance annuelle moyenne de 3,1 % de 2010 à 2019).

La Chine, plus grande émettrice

« Nous épuisons notre budget carbone année après année et l'humanité n'est pas du tout sur la bonne trajectoire, résume la climatologue suisse Sonia Seneviratne, professeure à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich et vice-présidente du groupe de travail 1 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Il faudrait atteindre la neutralité carbone en 2050 au plus tard. Pour arriver à cet objectif, les scénarios scientifiques évalués par le GIEC tablent sur environ 90 % de réduction d'émissions de CO₂. La transition est nécessaire dans tous les secteurs et on commence tout juste à l'apercevoir dans certaines zones. »

Sans surprise, les pays les plus puissants économiquement ont été les plus gros émetteurs. Non seulement, les activités des pays du G20 représentent 77 % des émissions mondiales, mais elles ont continué d'augmenter. Sept de ces pays n'ont toujours pas atteint leur pic d'émissions (Arabie saoudite, Chine, Inde, Indonésie, Mexique, Corée du Sud et Turquie). Avec 16 gigatonnes, la Chine émet 30 % du total des pays, en progression de 5,2 %. Les Etats-Unis ont vu leurs émissions baisser entre 2022 et 2023 mais ils restent le deuxième émetteur, avec 6 gigatonnes. Avec l'Inde (4,1 gigatonnes, 8 % du total), ces trois pays dégagent plus de la moitié des GES de la planète. Emetteur de 3,2 gigatonnes, le bloc des 27 pays de l'UE est toujours en quatrième position mais avec une forte dynamique à la baisse (-7,5 %).

Dans le même temps, les 55 pays de l'Union africaine n'ont dégagé en totalité que 5 % des GES. Une inégalité qui sera une nouvelle fois au cœur des tractations diplomatiques à Bakou. Du 11 au 22 novembre, les parties doivent en effet se mettre d'accord sur les new collective quantified goals, c'est-à-dire la question du financement de la transition climatique, et donc des aides du Nord vers le Sud.

Bataille du climat

Même si 90 % des parties signataires de l'accord de Paris ont mis à jour ou remplacé leurs CDN initiales depuis 2015, ces plans ne suffiront pas à remporter la bataille du climat. Ainsi, selon les experts de l'ONU, les politiques actuelles conduiront l'humanité à produire encore 57 gigatonnes en 2030, ce qui ne représentera qu'une baisse de 4 % des émissions par rapport au niveau de référence de 2019. Or, pour respecter le seuil de + 2 °C de réchauffement ou de + 1,5 °C à l'horizon 2030, les émissions doivent baisser de 28 % ou de 42 %.

Avec cette trajectoire, chaque année réduit un peu plus la possibilité de respecter l'accord de Paris. Ainsi, selon les auteurs, le budget carbone restant pour ne pas dépasser le + 1,5 °C est de 200 gigatonnes en 2024 (900 gigatonnes pour + 2 °C). « Il est assez probable que l'on dépasse le + 1,5 °C au début de la prochaine décennie. En tout cas, il n'y a aucun signe qui nous laisse penser que les émissions vont baisser suffisamment pour éviter cette échéance, estime Robert Vautard, coprésident du groupe 1 du GIEC. Pour le + 2 °C, les choses sont moins claires, car cela dépendra du court terme mais aussi des évolutions socio-économiques à plus long terme. Maintenant, il faudra surveiller le niveau de l'“overshoot”, c'est-à-dire du dépassement. »

Même si ces données sont encore une fois très alarmantes, les trajectoires de l'Union européenne et le début de l'inflexion de la courbe de la Chine laissent penser que le scénario le plus pessimiste du GIEC, qui aurait entraîné l'humanité vers un réchauffement de 4 à 5 °C en 2100, est de moins en moins probable.

La géo-ingénierie inefficace

Mais jusqu'où grimpera le pic de la hausse des températures ? Ce point culminant déterminera à la fois l'intensité des conséquences et les futurs efforts à déployer pour l'humanité. La stabilisation du réchauffement n'arrivera qu'au moment de la neutralité carbone de la planète. Ensuite, seules des émissions négatives plus importantes (absorption du CO₂ par la nature ou par de la technologie) que les dégagements résiduels permettront de faire baisser le thermomètre mondial.

« En ce moment, nous connaissons un réchauffement d'environ 0,2 °C par décennie. Pour faire baisser la température de 0,1 °C, il faudrait retirer de l'atmosphère cinq ans d'émissions actuelles en plus des réductions pour arriver à la neutralité carbone... », pointe M. Vautard. Un défi qui paraît pour le moment totalement illusoire. La géo-ingénierie reste inefficace et coûteuse. Et les solutions basées sur la nature, comme la reforestation, seront aussi très consommatrices d'espaces et soumises à de grandes inconnues, notamment les conséquences du réchauffement climatique sur les puits de carbone forestiers.

Ce rapport, une nouvelle fois très pessimiste, évoque aussi les conditions pour rendre l'action plus efficace. Respecter les engagements les plus stricts pris actuellement par les pays, multiplier au moins par six les investissements en matière d'atténuation, mieux orienter les financements, définir des efforts spécifiques à chaque secteur au niveau mondial, notamment le triplement de la capacité des énergies renouvelables d'ici à 2030, le doublement du taux annuel moyen mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici à 2030, l'abandon progressif des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques... Autrement dit se conformer aux engagements pris depuis des années, notamment en 2023, lors de la COP28 à Dubaï.

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)